



**FCV-VWG**

Fédération des Communes Valaisannes  
Verband Walliser Gemeinden

# Rapport d'activité *Jahresbericht*

**2017**

**Impressum**

Gestaltung: Tonic GmbH, Brig

Photos: Lindaphoto

Druck: Easyprint GmbH, Glis



# Sommaire

## Inhaltsverzeichnis

Mot du Président de la FCV	4
Wort des Präsidenten des VWG	5
Rapport d'activité du comité	6
Tätigkeitsbericht des Vorstandes	12
Comptes d'exploitation / Budget	18
Erfolgsrechnung / Budget	19
Bilan / Bilanz	20
Rapport des vérificateurs / Revisorenbericht	21
Comité / Vorstand	22



Mesdames, Messieurs les présidentes et présidents de commune,  
Mesdames, Messieurs les conseillères et conseillers communaux,  
Mesdames, Messieurs,

C'est avec une grande joie que j'ai repris la présidence de la Fédération des Communes Valaisannes lors de l'Assemblée Générale 2017. J'en profite pour remercier les représentants des communes pour cette élection et pour la confiance qu'ils m'ont ainsi témoignée. Il me tiendra personnellement à cœur de défendre les intérêts de toutes les communes valaisannes au cours des 4 prochaines années. Ensemble avec le nouveau comité, nous nous engageons à trouver des solutions raisonnables, réalisables et visionnaires pour le future de notre canton.

L'année dernière, le comité a tenu 7 séances ordinaires et traité de nombreux thèmes touchant directement ou indirectement les communes. Le comité a également pris position dans le cadre de 9 procédures de consultation, accueilli et entendu divers invités et cultivé des relations de grande valeur pour la Fédération. Les représentants de la FCV ont également pris part activement à divers groupes de travail et commissions, afin d'y relayer les préoccupations de la Fédération et d'y défendre les intérêts des communes. Nous pouvons affirmer que la FCV est un partenaire privilégié du Conseil d'Etat et des autorités cantonales. C'est ainsi que nous sommes consultés sur toutes les questions importantes pour les communes et représentés dans d'importants groupes de travail. Nous pouvons faire part des préoccupations des communes tout au long du processus de décision et sommes d'avis que ces préoccupations sont entendus et prises en considération.

Les contacts avec le Conseil d'Etat, dans sa nouvelle composition, ainsi qu'avec les chefs de services de l'administration cantonale sont réguliers, ouverts et empreints de respect et d'estime. Je remercie les membres du gouvernement pour leur collaboration précieuse, constructive et bienveillante. Mes remerciements s'adressent également aux employés de l'administration cantonale pour leur soutien et leur collaboration. Les nombreuses rencontres furent enrichissantes et constructives.

Je souhaite encore remercier tout particulièrement les membres du comité pour leur engagement, leur intérêt, leur contribution ainsi que leur collaboration, toujours agréable et de très bonne facture.

Enfin, un grand merci à vous, chères Présidentes et chers Présidents de communes. Au nom du comité, nous vous remercions pour le travail que vous fournissez au sein de vos communes ainsi que pour le soutien apporté au travail de la Fédération. Votre engagement pour la collectivité mérite reconnaissance, estime et remerciements. Vous endossez la responsabilité des communes, de la population et du développement du canton. Dans cette optique, je vous souhaite encore beaucoup de succès et de satisfaction.

Stéphane Coppey  
Président

*Sehr geehrte Damen und Herren Gemeindepräsidenten*  
*Sehr geehrte Damen und Herren Gemeinderäte*  
*Sehr geehrte Damen und Herren*

Mit grosser Freude habe ich an der Generalversammlung 2017 das Präsidium des Verbandes Walliser Gemeinden übernommen. Ich danke den Gemeindevetretern herzlich für die Wahl und das damit entgegengebrachte Vertrauen. Es ist mir persönlich ein grosses Anliegen, zusammen mit dem neu zusammengesetzten Vorstand in den nächsten vier Jahren die Interessen aller Gemeinden im Kanton Wallis zu vertreten und vernünftige, umsetzbare und visionäre Lösungen für die Zukunft unseres Kantons zu finden.

Der Vorstand hat sich im Berichtsjahr an sieben ordentlichen Sitzungen mit einer Vielzahl von Themen und Dossiers beschäftigt, die sich direkt oder indirekt auf die Gemeinden auswirken. Dabei haben wir Stellungnahmen zu neun Vernehmlassungen ausgearbeitet und verabschiedet, verschiedene Gäste empfangen und angehört und wertvolle Kontakte gepflegt. Zudem haben Vertreter des VWG in zahlreichen Arbeitsgruppen und Kommissionen mitgearbeitet und aktiv die Interessen der Gemeinden in diesen Gremien eingebracht und verteidigt. Wir können feststellen, dass der VWG ein privilegierter Ansprechpartner des Staatsrats und der kantonalen Behörden ist. So werden wir in allen für die Gemeinden wichtigen Fragen konsultiert und sind in den wesentlichen Arbeitsgruppen vertreten. So gelingt es uns, die Anliegen der Gemeinden in allen Stadien des Entscheidungsprozesses einzubringen und wir spüren, dass die Meinung der Gemeinden gehört und berücksichtigt wird.

Die Kontakte mit den Mitgliedern des Staatsrates in seiner neuen Besetzung und den Dienstchefs der kantonalen Verwaltung sind regelmässig, offen und von Respekt und Wertschätzung geprägt. Ich danke an dieser Stelle den Regierungsmitgliedern für die sehr wertvolle, konstruktive und wohlwollende Zusammenarbeit. Mein Dank gilt auch den Mitarbeitern der kantonalen Verwaltung für die Unterstützung und Zusammenarbeit. Die zahlreichen Kontakte und Treffen waren bereichernd und zielführend.

Danken möchte ich besonders den Mitgliedern des Vorstandes für ihr Engagement, ihr Interesse, für ihre Inputs und für die stets ausgezeichnete und angenehme Zusammenarbeit.

Mein ganz spezieller Dank geht an Sie, geschätzte Gemeindepräsidentinnen und Gemeindepräsidenten. Im Namen des Vorstandes des Verbandes Walliser Gemeinden danke ich Ihnen für Ihren Einsatz in Ihren Gemeinden und für Ihre wertvolle Unterstützung der Verbandsarbeit. Ihre Arbeit für die Allgemeinheit verdient Anerkennung, Wertschätzung und Dank. Sie übernehmen und tragen Verantwortung für die Gemeinden, für die Bevölkerung und die Entwicklung unseres Kantons. Dazu wünsche ich Ihnen weiterhin viel Freude und Erfolg.

Stéphane Coppey  
Präsident

# Rapport d'activité 2017

L'année écoulée a connu un grand nombre de thèmes et de dossiers particulièrement importants pour les communes valaisannes. La Fédération des Communes Valaisannes s'est consacrée intensivement à leur traitement, afin de défendre efficacement les intérêts de ses membres. Nous sommes heureux de vous présenter le rapport concernant les activités de notre Fédération pendant l'année écoulée. Nous nous limitons toutefois à la présentation des principales activités.

## Comité / Travail de commissions / Représentation

Au début de la nouvelle législature, le nouveau Comité a été élu lors de l'Assemblée générale qui s'est tenue le 2 mai 2017. Le nouveau Comité se compose comme suit :

- Stéphane Coppey, Monthey, membre réélu
- Niklaus Furger, Visp, membre réélu
- Gilbert Loretan, Varen, membre réélu
- Daniel Fournier, Dorénaz, membre réélu
- Stève Lattion, Liddes, membre réélu
- Christine Clausen, Ernen, membre réélu
- Virginie Gaspoz, Evolène, nouveau membre
- David Melly, Anniviers, nouveau membre
- Christophe Germanier, Conthey, nouveau membre

L'année dernière, des représentants des communes ont participé aux groupes de travail et commissions suivants :

- 
- Groupe de travail «Structures d'accueil extrafamiliales pour les enfants»
  - Groupe de travail chargé de l'élaboration de bases juridiques pour la vidéosurveillance
  - Groupe de travail chargé de l'élaboration de l'avant-projet d'une loi générale sur l'enseignement
  - Groupe de travail sur la stratégie hydraulique du canton du Valais
  - Groupe de travail «Aires de transit pour les gens du voyage dans le canton du Valais»
  - Groupe de travail taxe des sacs poubelles
  - Groupe de travail professionnalisation de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA)
  - Groupe de travail sur les votes par correspondance
  - Groupe de travail programme d'intégration cantonale 2 (PIC 2)
  - Groupe de travail «Concept du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière» (CRDPPF)
  - Groupe de travail «Loi sur la formation continue»
  - Groupe de travail «Révision des directives concernant l'accueil à la journée»
  - Groupe d'accompagnement du Projet Registre foncier 2020
  - Commission déchets et ressources naturelles
  - Commission cantonale de la formation professionnelle
  - Commission relations entre l'église et l'Etat
  - Groupe de pilotage stratégique sur l'avenir de l'aéroport de Sion
  - Groupe de pilotage nouveau programme informatique affaires sociales
  - Commission pour la 2<sup>ème</sup> étape de la révision de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire
  - Commission extraparlamentaire pour la révision totale de la législation sur les constructions
  - Commission écoles de musique
  - Commission protection des sites
  - Association «Branche administration publique Valais» (Formation des apprentis)
  - Commission cantonale tripartite chargée de l'observation du marché du travail dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union Européenne
  - Association valaisanne pour la prophylaxie et les soins dentaires à la jeunesse
  - Conférence des Fédérations cantonales auprès de l'association suisse des communes

Stéphane Coppey a été élu en tant que Président de la FCV. Il a succédé à Stéphane Pont, ancien Président de la commune de Mollens, qui a quitté ses fonctions après quatre ans. Damien Métrailler, ancien Président de la commune d'Evolène, et Lise Delaloye, ancienne Présidente de la commune d'Ardon, ont démissionné du Comité.

Le Comité s'est ensuite constitué lui-même et a élu Niklaus Furger et David Melly en tant que vice-présidents de la FCV. Daniel Fournier reste caissier de la Fédération.

En 2017, le Comité s'est réuni lors de sept séances ordinaires. Lors de ces séances, de nombreux thèmes

ont été traités, des prises de position ont été émises et 9 réponses à des consultations ont été approuvées. Dans le cadre de ces séances, mais aussi en dehors de celles-ci, des rencontres régulières avec les chefs de département cantonaux et les chefs de service ont eu lieu. Ces rencontres ont permis de traiter et de discuter directement des questions ouvertes et des thèmes importants.

La Fédération des Communes Valaisannes a eu des contacts réguliers avec les Fédérations des communes d'autres cantons, l'Association des Communes Suisses ainsi que l'Union des villes suisses. La FCV est par ailleurs membre du groupe de suivi pour la politique régionale et locale de l'Institut des Hautes

**Au cours de l'année, la FCV a soumis des prises de position sur les thèmes suivants :**

---

Révision de la loi cantonale sur l'agriculture et le développement rural

---

Avant-projet de loi sur la mendicité

---

Projet de plan sectoriel Asile

---

Avant-projet de décret sur la régulation des équipements médico-techniques lourds

---

Conception relative au transport ferroviaire de marchandises

---

Avant-projet de loi sur le financement de la 3e correction du Rhône

---

Projet de révision partielle de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques

---

Rapport et avant-projet de modification de la loi sur la police du commerce du 8 février 2007

---

Avant-projet de loi sur le Conseil de la magistrature

---



Etudes en Administration Publique (IDHEAP) à Lausanne. Elle est également représentée au sein du comité de l'association des communes suisses ACS.

### Procédures de consultation

Une autre tâche importante de la Fédération est la défense des intérêts de ses membres dans les procédures de consultation cantonale. Dans ce but, le comité élabore et approuve des prises de position qui sont remises à toutes les communes pour avis. Les communes ont la possibilité de communiquer leurs remarques au secrétariat général et sont invitées à concrétiser et à compléter les prises de position de la Fédération en tenant compte de leur situation spécifique.

### Communication

Le nouveau site Internet nous a donné la possibilité de fournir des informations constamment mises à jour sur le travail de la FCV et de mettre à disposition en ligne des documents intéressants pour les communes. Ainsi, tous les rapports annuels, prises de position et communiqués de presse des dernières années sont disponibles sur le site Internet [www.fcv-vwg.ch](http://www.fcv-vwg.ch).

En 2017, la Fédération des Communes Valaisannes a publié pour la première fois une Newsletter, dont le but est d'informer deux fois par année sur les activités de la Fédération. La Newsletter est envoyée à l'ensemble des communes, aux membres du Conseil d'Etat, aux médias et aux autres groupes intéressés et peut être consultée sur le site Internet.

### Rencontre avec le Conseil d'Etat

Le 11 octobre 2017, les membres du Conseil d'Etat ont rencontré les membres du Comité de la Fédération des Communes Valaisannes à l'occasion de leur rencontre annuelle. Cette année, la FCV souhaitait pouvoir aborder avec le Conseil d'Etat dans sa nouvelle composition la future collaboration entre le canton et les communes de manière générale. Ce n'est qu'ensemble que le canton et les communes seront en mesure de conduire le Valais vers l'avenir. Dans cette perspective, les thèmes suivants ont notamment été discutés : comment améliorer la collaboration entre les communes et les services cantonaux? Comment organiser de manière plus efficace les processus de travail et la coordination entre les services? Comment accélérer le traitement des dossiers?

Les discussions se sont déroulées dans une atmosphère bienveillante, caractérisée par l'ouverture, la considération et le soutien réciproque.

### Succès des cours de formation pour les politiciens communaux

Au début de la nouvelle législature, la FCV a organisé pour la quatrième fois, en collaboration avec la RW Oberwallis AG (RWO AG), le Centre valaisan de perfectionnement continu (CVPC) et le canton du Valais, une formation à l'intention des membres réélus ou nouvellement élus des exécutifs communaux. Les membres intéressés des autorités communales avaient la possibilité de choisir entre plusieurs modules de formation et de recevoir notamment des informations concernant les différents domaines d'activité des communes. Les experts compétents des services cantonaux et les experts de RWO AG et du CVPC y officiaient en tant que professeurs. Pour les représentants des communes, cette initiative présentait l'avantage de recevoir des informations de première main et, parallèlement, de pouvoir nouer des contacts avec leurs futurs interlocuteurs au sein de l'administration cantonale.

En Haut-Valais, 27 cours au total ont été organisés par RWO AG. Avec près de 400 inscriptions provenant de 50 communes, les cours ont rencontré un immense succès. En Bas-Valais, les cours ont été organisés par le CVPC. Avec 271 inscriptions provenant de 46 communes, l'offre a également été fréquentée avec assiduité. La FCV remercie les collaborateurs de RWO AG, du CVPC et du canton du Valais pour la mise en œuvre réussie de ces cours de formation pour les communes valaisannes.

### Séances d'information

En étroite collaboration avec les représentants du service cantonal compétent, la FCV a organisé trois séances d'information sur la nouvelle législation sur les constructions (à Saint-Maurice, Sierre et Brigue). Stéphane Coppey (à Saint-Maurice et à Sierre) et Niklaus Furger (à Brigue) ont ouvert les séances au nom de la FCV. Bien que conscients qu'il n'était pas possible de répondre à toutes les questions ouvertes, ils estimaient toutefois essentiel d'informer autant que possible les représentantes et représentants des communes sur cette thématique importante. Toutes les séances d'information ont suscité un grand intérêt auprès des représentantes et représentants des



communes. C'est pourquoi la FCV a l'intention de continuer d'organiser à l'avenir des séances d'information sur les thèmes importants pour les communes.

### Dossiers spécifiques

#### • Révision de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire (LcAT)

Suite à son acceptation par le peuple suisse, la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) est entrée en vigueur le 1er mai 2014. A partir de cette date, les cantons disposent d'un délai de 5 ans pour adapter leur législation cantonale et leur plan directeur à la loi fédérale révisée. Bien que plus de 80% des Valaisannes et des Valaisans l'aient rejetée, la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) est aujourd'hui en vigueur. Lors de l'élaboration de la loi cantonale d'application (LcAT), le Conseil d'Etat n'a eu de cesse de rechercher une solution adaptée aux spécificités cantonales valaisannes.

En 2017, le Comité de la Fédération des Communes Valaisannes a soutenu la révision de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire et s'est prononcé en faveur d'un OUI lors de la votation du 21 mai 2017. En effet, il est d'avis que la loi représente la meilleure solution dans les circonstances actuelles, la sécurité du droit étant absolument indispensable pour l'ensemble des parties en présence. De plus, il s'agit d'éviter des sanctions de la part de la Confédération. Les arguments en faveur d'un OUI à l'occasion de cette votation se sont révélés convaincants :

- La loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) est déjà en vigueur. La votation du 21 mai 2017 n'est pas une deuxième votation sur la LAT, mais un vote sur la loi cantonale d'application.
- Les cantons ont jusqu'au 1er mai 2019 pour élaborer leur plan directeur cantonal et la loi cantonale d'application. Le temps presse, car sinon, la Confédération prendra des mesures aux conséquences économiques considérables (entre 1,3 et 3,8 milliards de francs d'amende sur 10 ans pour le canton du Valais) et la période d'insécurité juridique ne fera que perdurer.
- Selon la Confédération, plus de 2000 hectares devront être dézonnés en Valais. La solution valaisanne prévoit une réduction de 50% des dézonnages, soit à environ 1000 hectares.

- Pour les communes ayant des réserves de terrains à bâtir trop importantes, la loi cantonale représente clairement la meilleure solution, car elle permet de conserver les réserves de terrains à bâtir pendant 30 ans au lieu des 15 ans exigés par la loi fédérale.

Lors de la votation du 21 mai 2017, la loi cantonale a été approuvée par près de 73% du peuple valaisan.

#### • Révision partielle de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques

Au cours de l'année écoulée, la Fédération des Communes Valaisannes a soutenu la prise de position du 28 août 2017 de la Conférence gouvernementale des cantons alpins sur le projet de révision partielle de la loi sur les forces hydrauliques. Un courrier a été envoyé à la Conseillère fédérale Doris Leuthard afin de lui communiquer que la FCV rejetait clairement une réduction générale de la redevance hydraulique maximale durant une période transitoire de 2020 à 2022, de 110 CHF actuellement à 80 CHF par kilowatt théorique. En effet, selon la FCV, une telle réduction ne se justifie ni dans les faits, ni politiquement. Dans son courrier à la Conseillère fédérale, la FCV a exposé l'argument selon lequel la situation actuelle difficile sur le marché de la distribution d'électricité de production suisse était également largement imputable à la politique erronée d'encouragement menée à l'étranger. La redevance hydraulique ne fait pas partie des causes d'une telle évolution. C'est pourquoi, il est également erroné de vouloir s'attaquer à la redevance hydraulique dans le cadre de la lutte contre les causes. Une telle mesure aurait pour conséquence de faire payer aux seuls cantons hydrauliques le prix du règlement des problèmes sur le marché. Pour les cantons alpins dans leur ensemble, la réduction de la redevance hydraulique entraînerait une perte significative des recettes, qui s'élèverait à près de 106 millions de francs annuels, dont 44 millions uniquement pour le canton du Valais et les communes valaisannes. De plus, pour certaines communes valaisannes, les redevances hydrauliques représentent à elles seules près de 40% de leurs recettes globales. Or, les communes concernées sont souvent des communes structurellement faibles. Si elles étaient privées des recettes issues de la redevance hydraulique, elles ne seraient pas en mesure de maintenir leur niveau

de prestations en faveur de leur population. Les communes perdraient en attractivité aux yeux de la population et de l'économie, accentuant une tendance au dépeuplement qu'il s'agirait de compenser à l'aide de fonds supplémentaires issus de la péréquation financière cantonale ou d'autres mesures de soutien. La baisse des redevances hydrauliques proposée par le Conseil fédéral aurait des répercussions négatives considérables sur les régions alpines. Mais c'est l'ensemble des communes valaisannes qui seraient concernées par une telle réduction, car les pertes de recettes se reflètent également dans le cadre de la péréquation financière intercommunale.

La résistance unifiée des cantons alpins a été forte et a porté ses fruits. En novembre 2017, l'Office fédéral de l'énergie confirmait que le projet de baisse de la redevance hydraulique n'était pour l'instant plus d'actualité.

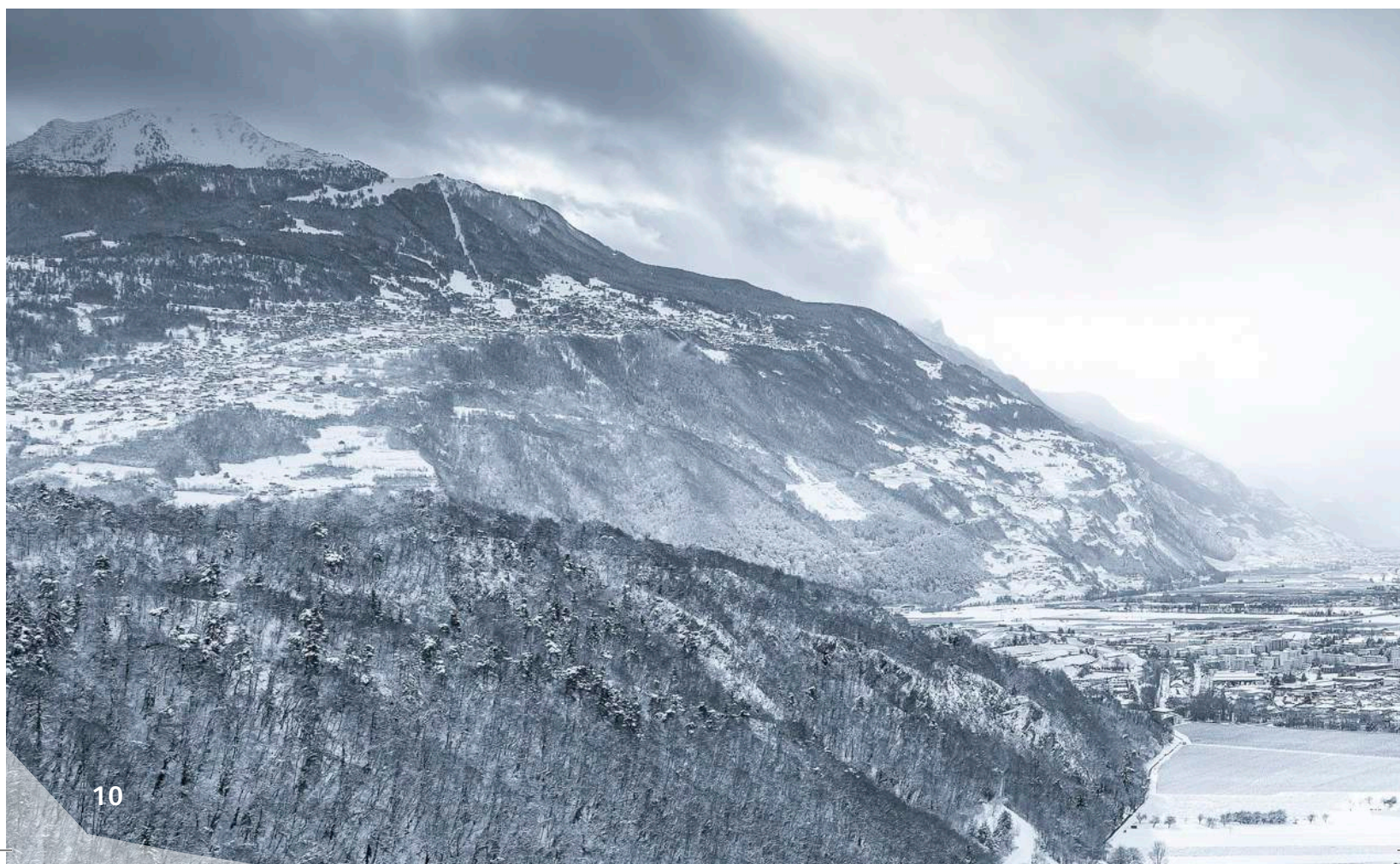
- **Loi sur le sport**

Pendant l'année écoulée, le Comité de la FCV s'est

engagé en faveur d'une entrée en vigueur immédiate de la loi sur le sport et a transmis un courrier en ce sens au Conseiller d'Etat Frédéric Favre. La loi sur le sport a pour objectif de consacrer des moyens appropriés au soutien de projets en matière d'infrastructures sportives. Suite aux résultats financiers négatifs des comptes de l'Etat en 2013 et en 2014, le Conseil d'Etat avait provisoirement décidé de ne pas mettre cette loi en vigueur. La situation des finances cantonales valaisannes s'est toutefois nettement améliorée depuis lors. Dans plusieurs communes valaisannes, d'importants projets d'infrastructures pour installations sportives d'importance régionale, cantonale et même nationale sont en suspens, lesquels tomberaient dans le champ d'application de la loi sur le sport et pourraient ainsi profiter de cette loi.

- **Subventions à l'investissement en faveur des communes**

En 2017, le chef du Département des finances et de l'énergie (DFE) a chargé l'Administration cantonale des finances (ACF) d'analyser la situation concer-



nant les paiements des subventions à l'investissement en faveur des communes et de tiers. L'examen de ce dossier montre que le versement des subventions cantonales est conforme aux délais de paiement fixés dans les décisions de subvention. Fin 2016, 1530 dossiers étaient en traitement, pour un montant global de 357 millions de francs. Parmi ces 1530 dossiers ouverts, 942 projets provenaient des communes, avec des subventions d'un montant de 230 millions de francs accordées par le canton.

Parmi les projets communaux, les subventions se répartissent entre:

- Corrections des cours d'eau (98 millions)
- Rénovation ou construction de bâtiments scolaires (69 millions)
- Forêts et dangers naturels (37 millions)
- Améliorations structurelles (16 millions)
- Protection de l'environnement (7 millions)
- Autres projets communaux (3 millions)

Le Conseil d'Etat a décidé de verser de manière

anticipée, à la fin de l'année 2017, les subventions à l'investissement dues aux communes et aux institutions para-étatiques qui disposaient d'un décompte final. Cette décision s'applique même lorsque le délai de paiement n'est pas arrivé à échéance et concerne un montant total de 30,2 millions de francs. Cette décision a été annoncée le 30 novembre 2017 par le Conseiller d'Etat Roberto Schmidt à l'occasion d'une conférence de presse. Stéphane Coppey a participé à cette conférence de presse et a exprimé la satisfaction des communes quant à une telle décision.

**Le Président :**  
**Stéphane Coppey**

**La Secrétaire générale :**  
**Eliane Ruffiner-Guntern**



# Tätigkeitsbericht 2017

Im Berichtsjahr gab es zahlreiche Dossiers und Fragestellungen, die für die Walliser Gemeinden von entscheidender Bedeutung waren. Der Verband Walliser Gemeinden hat sich intensiv mit diesen Dossiers beschäftigt mit dem Ziel, die Interessen seiner Mitglieder wirkungsvoll und effizient zu vertreten. Es freut uns, Ihnen den Bericht über die Tätigkeiten unseres Verbandes im vergangenen Jahr vorzulegen. Wir beschränken uns dabei auf die wichtigsten Aktivitäten.

## Vorstand / Kommissionsarbeit / Repräsentationen

Zu Beginn der neuen Legislaturperiode wurde anlässlich der Generalversammlung am 2. Mai 2017 der Vorstand neu gewählt. Dieser setzt sich wie folgt zusammen:

- Stéphane Coppey, Monthey, bisher
- Niklaus Furger, Visp, bisher
- Gilbert Loretan, Varen, bisher
- Daniel Fournier, Dorénaz, bisher
- Stève Lattion, Liddes, bisher
- Christine Clausen, Ernen, bisher
- Virginie Gaspoz, Evolène, neu
- David Melly, Anniviers, neu
- Christophe Germanier, Conthey, neu

Im vergangenen Jahr arbeiteten Vertreter der Gemeinden in folgenden Arbeitsgruppen und Kommissionen mit:

Arbeitsgruppe Familienexterne Betreuungseinrichtungen von Kindern

Arbeitsgruppe mit dem Auftrag der Erarbeitung der Gesetzesgrundlagen für die Videoüberwachung

Arbeitsgruppe für die Entwurfsausarbeitung eines allgemeinen Gesetzes über das Unterrichtswesen

Arbeitsgruppe betreffen der Wasserstrategie im Kanton Wallis

Arbeitsgruppe Transitplätze für Fahrende im Kanton Wallis

Arbeitsgruppe Abfallsackgebühren

Arbeitsgruppe Professionalisierung der Kinder- und Erwachsenenschutzbehörde KESB

Arbeitsgruppe Schriftliche Abstimmungen

Arbeitsgruppe Kantonales Integrationsprogramm 2 (KIP 2)

Arbeitsgruppe Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen (ÖREBK)

Arbeitsgruppe Kantonales Gesetz über die Weiterbildung

Arbeitsgruppe Revision der Direktiven Tagesstrukturen

Begleitgruppe des Projekts Grundbuch 2020

Kommission Abfälle und Bodenschätze

Kantonale Konferenz zur Weiterbildung

Kommission Beziehung Kirche/Staat

Strategische Steuerungsgruppe Zukunft Flughafen Sitten

Steuerungsgruppe Neues Informatikprogramm Sozialwesen

Kommission für die 2. Etappe der Revision des kantonalen Gesetzes über die Raumplanung

Ausserparlamentarische Kommission zur Totalrevision des Baugesetzes

Kommission Musikschulen

Kommission Ortsbildschutz

Vereinigung Branche öffentliche Verwaltung Wallis (Lehrlingsausbildung)

Kantonale tripartite Kommission zur Beobachtung des Arbeitsmarktes im Zusammenhang mit den flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit

Walliser Vereinigung für Prophylaxie und Jugendzahnpflege

Konferenz der kantonalen Gemeindeverbände beim Schweizerischen Gemeindeverband

Stéphane Coppey wurde zum Präsidenten des VWG gewählt. Er folgte auf Stéphane Pont, ehemaliger Gemeindepräsident von Mollens, welcher das Amt nach vier Jahren niederlegte. Damien Métrailler, ehemaliger Gemeindepräsident von Evolène, und Lise Delaloye, ehemalige Gemeindepräsidentin von Ardon, traten aus dem Vorstand zurück.

Der Vorstand konstituierte sich in der Folge selbst und wählte Niklaus Furger und David Melly zu Vizepräsidenten des VWG. Daniel Fournier bleibt Kassier des Verbandes.

Der Vorstand traf sich im Jahr 2017 zu insgesamt sieben ordentlichen Sitzungen. An diesen Sitzungen wurden

zahlreiche Themen behandelt, Stellungnahmen abgegeben und 9 Vernehmlassungsantworten verabschiedet. Anlässlich aber auch nebst diesen ordentlichen Vorstandssitzungen haben im Berichtsjahr regelmässige Treffen mit den kantonalen Departementsvorstehern und Dienstchefs stattgefunden, an denen offene Fragen und bedeutende Themen direkt behandelt und besprochen werden konnten.

Der Verband Walliser Gemeinden pflegte einen regelmässigen Kontakt und Austausch mit den Gemeindeverbänden anderer Kantone und dem Schweizerischen Gemeindeverband. Zudem ist der VWG Mitglied der Begleitgruppe für Regional- und Lokalpolitik des Instituts des Hautes Etudes en

**Der VWG hat im Verlaufe des vergangenen Jahres zu folgenden Themenbereichen Stellungnahmen eingereicht:**

---

Revision des Gesetzes über die Landwirtschaft und die Entwicklung des ländlichen Raumes

---

Vorentwurf des Gesetzes über die Bettelei

---

Entwurf Sachplan Asyl

---

Vorentwurf des Dekrets zur Regulierung von medizinisch-technischen Grossgeräten

---

Konzept für den Gütertransport auf der Schiene

---

Vorentwurf des Gesetzes über die Finanzierung der 3. Rhonekorrektur

---

Entwurf für die Teilrevision des Wasserrechtsgesetzes

---

Bericht und Vorentwurf der Änderung des Gesetzes über die Gewerbepolizei vom 8. Februar 2007

---

Vorentwurf des Gesetzes über den Justizrat

---



Administration Publique (IDHEAP) in Lausanne. Er ist ausserdem im Vorstand des Schweizerischen Gemeindeverbandes (SGV) vertreten.

### **Vernehmlassungsverfahren**

Eine weitere wichtige Aufgabe des Verbandes ist die Vertretung der Interessen seiner Mitglieder im Rahmen der kantonalen Vernehmlassungsverfahren. Zu diesem Zweck erarbeitet und verabschiedet der Vorstand Stellungnahmen, die sämtlichen Gemeinden zugestellt werden. Die Gemeinden haben jeweils die Möglichkeit, ihre Bemerkungen dem Generalsekretariat mitzuteilen und sind eingeladen, die Stellungnahmen des Verbandes unter Berücksichtigung ihrer individuellen Situation zu konkretisieren und zu ergänzen.

### **Kommunikation**

Die neu gestaltete Webseite gibt uns die Möglichkeit, jederzeit aktuell über die Arbeit des VWG zu informieren und die für die Gemeinden interessanten Dokumente online zur Verfügung zu stellen. So sind sämtliche Jahresberichte, Stellungnahmen und Medienmitteilungen der letzten Jahre auf [www.fcv-vwg.ch](http://www.fcv-vwg.ch) verfügbar.

Im Berichtsjahr 2017 hat der Verband Walliser Gemeinden erstmal einen Newsletter publiziert, mit dem zwei Mal pro Jahr über die Aktivitäten des Verbandes informiert wird. Der Newsletter wird an alle Gemeinden, die Mitglieder des Staatsrates, die Medien und weitere interessierte Kreise verschickt und ist auf der Webseite abrufbar.

### **Zusammenkunft mit dem Staatsrat**

Am 11. Oktober 2017 trafen sich die Mitglieder des Staatsrats und der Vorstand des Verbands Walliser Gemeinden zu ihrer jährlichen Zusammenkunft. Dem VWG war es ein Anliegen, dieses Jahr mit dem Staatsrat in seiner neuen Zusammensetzung generell über die künftige Zusammenarbeit zwischen dem Kanton und den Gemeinden zu diskutieren. Kanton und Gemeinden können das Wallis nur gemeinsam erfolgreich in die Zukunft führen. Im Hinblick darauf wurden unter anderem die folgenden Themen diskutiert: Wie können wir die Zusammenarbeit zwischen den Gemeinden und den kantonalen Dienststellen verbessern? Wie können die Arbeitsabläufe und die Koordination zwischen den Dienststellen effizienter gestaltet werden? Wie lässt sich die Bearbeitung der Dossiers beschleunigen?

Die Diskussionen erfolgten in einer wohlwollenden Atmosphäre, die von Offenheit, Wertschätzung und gegenseitiger Unterstützung geprägt war.

### **Erfolgreiche Ausbildungskurse für Gemeindepolitiker**

Bereits zum vierten Mal hat der VWG zu Beginn der neuen Legislaturperiode gemeinsam mit der RWO Oberwallis, dem Centre valaisan de perfectionnement continu und dem Kanton Wallis eine Ausbildung für die neu- und wiedergewählten Mitglieder der Gemeindeexekutiven organisiert. Die interessierten Mitglieder der kommunalen Behörden hatten die Möglichkeit, aus mehreren Ausbildungsmodulen auszuwählen und dabei insbesondere auch Informationen zu den verschiedenen Ressorts in den Gemeinden zu erhalten. Als Dozenten fungieren hauptsächlich die zuständigen Experten der kantonalen Dienststellen sowie Experten der RWO AG und des CVPC. Dies hat den Vorteil, dass sich die Gemeindevertreter aus erster Hand informieren können und gleichzeitig auch wichtige Kontakte zu künftigen Ansprechpersonen innerhalb der kantonalen Verwaltung knüpfen können.

Im Oberwallis wurden von der RW Oberwallis AG (RWO AG) insgesamt 27 Kurse organisiert. Mit fast 400 Anmeldungen aus 50 Gemeinden verzeichneten die Kurse einen enormen Erfolg. Im Unterwallis wurden die Kurse vom Centre de perfectionnement continu (CVPC) organisiert. Mit 271 Anmeldungen aus 46 Gemeinden wurde auch hier das Angebot rege genutzt. Der VWG dankt den Mitarbeitenden der RWO AG, des CVPC und des Kantons Wallis für die erfolgreiche Durchführung dieser Ausbildungskurse für die Walliser Gemeinden.

### **Informationsveranstaltungen zur neuen Baurechtsgesetzgebung**

In enger Zusammenarbeit mit den Vertretern der zuständigen kantonalen Dienststelle hat der VWG drei Informationsveranstaltungen (in St.-Maurice, Siders und Brig) zur neuen Baurechtsgesetzgebung organisiert. Stéphane Coppey (in St.-Maurice und Siders) und Niklaus Furger (in Brig) haben die Veranstaltungen im Namen des VWG eröffnet. Im Bewusstsein, dass nicht auf alle offenen Fragen auch entsprechende Antworten gegeben werden konnten, war es dennoch wichtig, soweit möglich die Vertreterinnen und Vertreter der Gemeinden zu dieser wichtigen Thematik zu informieren. Alle Informationsveranstaltungen sties-

sen auf ein grosses Interesse seitens der Gemeindevetreter. Der VWG wird daher auch in Zukunft zu ausgewählten, für die Gemeinden wichtigen Themen, Informationsveranstaltungen durchführen.

### Spezifische Dossiers

- **Revision des kantonalen Gesetzes über die Raumplanung (kRPG)**

Die von der Schweizer Bevölkerung angenommene Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung ist am 1. Mai 2014 in Kraft getreten. Ab diesem Zeitpunkt verfügen die Kantone über eine Frist von 5 Jahren, um die kantonale Gesetzgebung und die Richtplanung an das revidierte Bundesgesetz über die Raumplanung (RPG) anzupassen. Das Bundesgesetz über die Raumplanung (RPG) ist in Kraft, dies obwohl mehr als 80% der Walliserinnen und Walliser diese Vorlage abgelehnt haben. Bei der Erarbeitung des kantonalen Ausführungsgesetzes (kRPG) hat der Staatsrat immer eine den spezifischen Gegebenheiten des Wallis angepasste Lösung angestrebt.

Der Vorstand des Verbandes Walliser Gemeinden unterstützte 2017 die Revision des kantonalen Raumplanungsgesetzes und setzten sich für ein JA bei der Abstimmung vom 21. Mai 2017 ein, weil das Gesetz unter den gegebenen Umständen die beste Lösung darstellte, weil es für alle Beteiligten unbedingt Rechtssicherheit braucht und Sanktionen des Bundes verhindert werden müssen. Die Argumente für ein JA bei dieser Abstimmung waren überzeugend:

- Das eidgenössische Raumplanungsgesetz (RPG) ist bereits in Kraft. Am 21. Mai 2017 geht es nicht um eine zweite Abstimmung zum RPG, sondern um das kantonale Ausführungsgesetz.
- Die Kantone müssen bis am 1. Mai 2019 ihren kantonalen Richtplan und das kantonale Ausführungsgesetz überarbeiten. Die Zeit drängt, denn sonst wird der Bund Massnahmen mit bedeutenden wirtschaftlichen Konsequenzen ergreifen (zwischen 1,3 bis 3,8 Mrd. CHF Einbussen über 10 Jahren im Kanton Wallis) und die Zeit der Rechtsunsicherheit wird weiter bestehen.
- Gemäss Bund müssen im Kanton Wallis über 2000 Hektaren zurückgezont werden. Mit der Walliser Lösung werden die Rückzonungen um 50% auf etwa 1000 Hektaren reduziert.

- Das kantonale Gesetz ist für die Gemeinden mit zu grossen Baureserven die bedeutend bessere Lösung, weil damit Baureserven für 30 Jahre gehalten werden können, statt für 15 Jahre, wie im eidgenössischen Gesetz vorgesehen.

Das Gesetz wurde vom Walliser Stimmvolk am 21. Mai 2017 mit fast 73% der Stimmen angenommen.

- **Teilrevision des Wasserrechtsgesetzes**

Der Verband Walliser Gemeinden hat im Berichtsjahr die Stellungnahme der Regierungskonferenz der Gebirgskantone vom 28. August 2017 zum Entwurf zur Teilrevision des Wasserrechtsgesetzes unterstützt. Zuhanden von Frau Bundesrätin Doris Leuthard wurde ein Schreiben verfasst, in dem festgehalten wird, dass der VWG eine generelle Reduktion des Wasserzinsmaximums während der Übergangszeit von 2020 bis 2022 von derzeit 110 CHF auf 80 CHF pro Kilowatt Bruttoleistung entschieden ablehnt, da diese Reduktion weder sachlich noch politisch gerechtfertigt ist. Der VWG argumentierte, dass die aktuell schwierige Marktlage für den Absatz von Strom aus Schweizer Produktion wesentlich mitversursacht wird durch die verfehlte Förderpolitik im Ausland. Der Wasserzins gehört nicht zu den Ursachen dieser Entwicklungen. Deshalb ist es im Zusammenhang mit der Ursachenbekämpfung auch falsch, beim Wasserzins ansetzen zu wollen. Damit würden nämlich alleine die Wasserkraftkantone den Preis für den Ausgleich der Marktverzerrungen bezahlen. Für die Gebirgskantone zusammen hätte die Reduktion der Wasserzinsen einen bedeutenden Einnahmenverlust von jährlich 106 Mio. CHF zur Folge, davon 44 Mio. CHF allein für den Kanton Wallis und die Walliser Gemeinden. Darüber hinaus steuern in einigen Walliser Gemeinden die Wasserzinsen einen Anteil von bis zu 40% an den Gesamteinnahmen bei. Bei den Standortgemeinden handelt es sich sehr oft um strukturschwache Gemeinden. Diese könnten ohne die Wasserzinseinnahmen ihr Leistungsniveau zu Gunsten der Bevölkerung nicht aufrecht erhalten. Die Gemeinden würden für die Bevölkerung und Wirtschaft weniger attraktiv, Abwanderungstendenzen würden verstärkt oder müssten mit zusätzlichen Mitteln aus dem kantonalen Finanzausgleich oder anderen Unterstützungsmassnahmen kompensiert werden. Die vom Bundesrat vorgeschlagene Senkung der Wasserzinsen hätte somit erhebliche negative Auswirkungen auf die Berggebiete. Von der

Reduktion der Wasserzinsen wären aber alle Walliser Gemeinden direkt oder indirekt betroffen, da sich Einnahmenverluste auch im Rahmen des interkommunalen Finanzausgleichs niederschlagen.

Der geeinte Widerstand der Bergkantone war gross und erfolgreich. Das Bundesamt für Energie bestätigte im November 2017, dass die Wasserzinsenkung vorläufig vom Tisch ist.

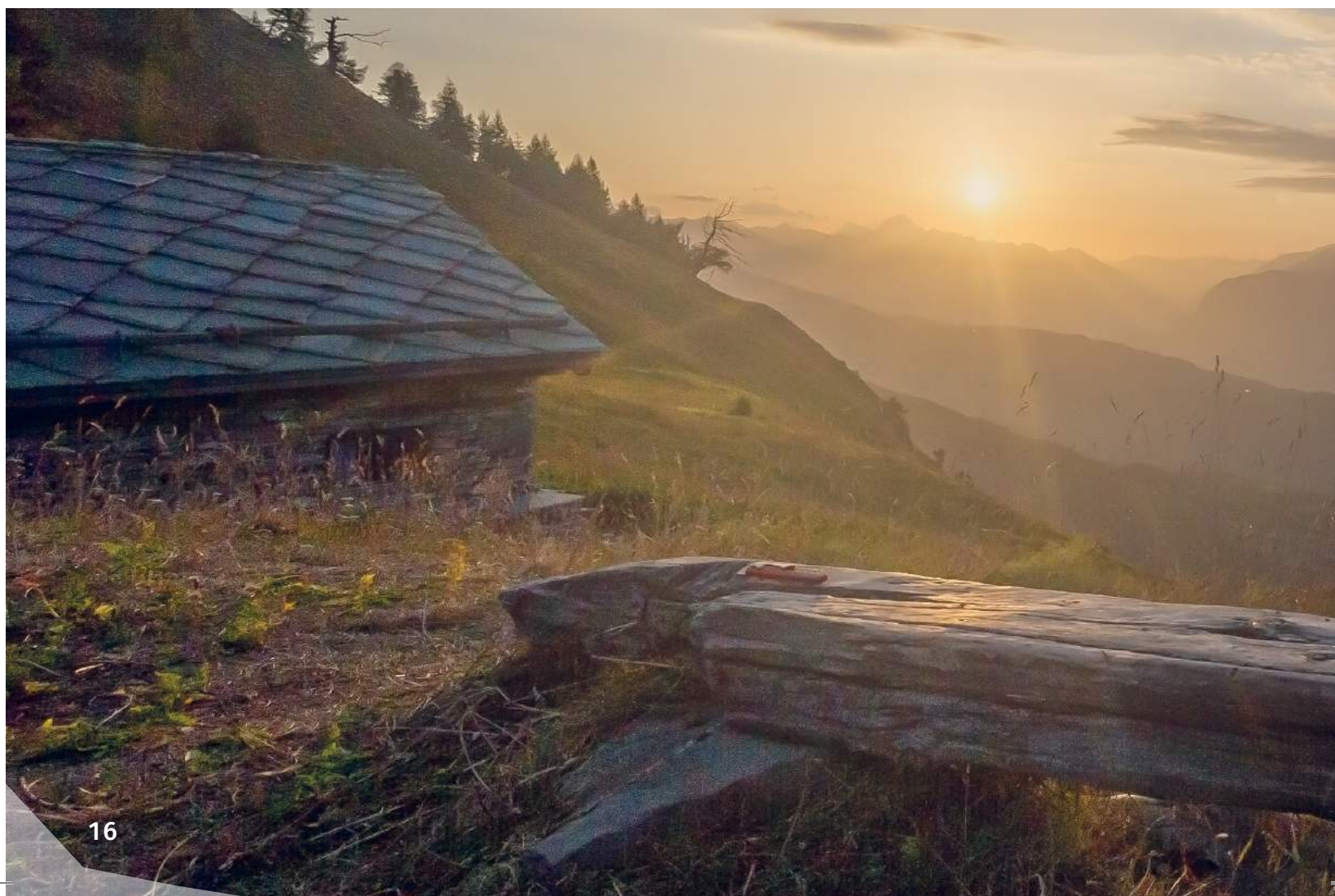
- **Gesetz über den Sport**

Der Vorstand des VWG hat sich im Berichtsjahr für das sofortige Inkrafttreten des «Gesetzes über den Sport» eingesetzt und bei Herrn Staatsrat Frédéric Favre einen Brief mit diesem Begehren eingereicht. Das Gesetz über den Sport soll angemessene Mittel für die Unterstützung von Sport-Infrastruktur-Projekten bereitstellen. Aufgrund der negativen finanziellen Ergebnisse der Staatsrechnungen 2013 und 2014 hatte der Staatsrat entschieden, dieses Gesetz vorläufig nicht in Kraft zu setzen.

Die Situation der Walliser Kantonsfinanzen hat sich seither aber deutlich verbessert. In mehreren Walliser Gemeinden stehen zurzeit wichtige Infrastruktur-Projekte für Sportanlagen von regionaler, kantonaler und sogar nationaler Bedeutung an, welche in den Geltungsbereich des Gesetzes über den Sport fallen würden und somit von diesem Gesetz profitieren könnten.

- **Investitionsbeiträge an die Gemeinden**

Der Vorsteher des Departements für Finanzen und Energie (DFE) Roberto Schmidt hat im 2017 die Kantonale Finanzverwaltung (KFV) beauftragt, die Situation betreffend die Zahlungen der Investitionsbeiträge an die Gemeinden und Dritte zu analysieren. Die Prüfung dieser Dossiers zeigt auf, dass die Überweisung der kantonalen Beiträge in Übereinstimmung mit den festgelegten Zahlungsfristen in den Subventionsentscheiden übereinstimmt. 1530 Dossiers in der Höhe von 357 Millionen CHF waren Ende 2016 in Bearbeitung. Von diesen 1530 offenen





Dossiers stammen 942 Projekte von Gemeinden mit gewährten Beiträgen des Kantons in der Höhe von 230 Millionen CHF.

Bei den kommunalen Projekten verteilen sich die Beiträge auf:

- Wildbachverbauungen (98 Millionen)
- Renovation oder Bau von Schulgebäuden (69 Millionen)
- Wälder und Naturgefahren (37 Millionen)
- Strukturverbesserungen (16 Millionen)
- Umweltschutz (7 Millionen)
- andere Gemeindeprojekte (3 Millionen)

Der Staatsrat hat entschieden, Ende 2017 die geschuldeten Investitionsbeiträge an Gemeinden und halbstaatlichen Institutionen, welche über eine Schlussabrechnung verfügen, vorzeitig zu überweisen. Selbst wenn der Zahlungstermin noch nicht fällig ist. Dies entspricht einem Gesamtbetrag von

30.2 Millionen CHF. Dieser Entscheidung wurde von Herrn Staatsrat Roberto Schmidt an einer Pressekonferenz am 30. November 2017 kommuniziert. Stéphane Coppey nahm an dieser Pressekonferenz teil und bekundete das Wohlwollen der Gemeinden zu diesem Schritt.

**Der Präsident:**  
**Stéphane Coppey**

**Die Generalsekretärin:**  
**Eliane Ruffiner-Guntern**



# Comptes d'exploitation / Budget

	Comptes 2016 CHF	Budget 2017 CHF	Comptes 2017 CHF	Budget 2018 CHF	Budget 2019 CHF
<b>Recettes:</b>					
Cotisations des membres	227'531.00	220'100.00	232'853.20	228'000.00	236'000.00
Montant de base	9'000.00	9'000.00	9'000.00	9'000.00	9'000.00
<b>Total Recettes</b>	<b>236'531.00</b>	<b>229'100.00</b>	<b>241'853.20</b>	<b>237'000.00</b>	<b>245'000.00</b>
<b>Dépenses:</b>					
Administration secrétariat, infrastructure, frais de bureau (téléphone, copies, ports, matériel de bureau), comptabilité	-42'543.45	-40'000.00	-38'676.45	-43'000.00	-43'000.00
Mandat secrétaire général	-90'000.00	-90'000.00	-90'000.00	-90'000.00	-90'000.00
Charges sociales / Recrutement du personnel	-23'061.60	-18'000.00	-17'299.00	-20'000.00	-20'000.00
Frais	-4'800.00	-5'000.00	-4'800.00	-5'000.00	-5'000.00
Présidence / Comité / Commissions	-27'758.60	-25'000.00	-29'965.10	-25'000.00	-30'000.00
Assemblée générale et Rapport annuel	-5'507.15	-6'000.00	-8'314.30	-6'000.00	-6'000.00
Séance d'information	0.00	-5'000.00	-7'547.60	-5'000.00	-5'000.00
Formation des apprentis communaux	-10'000.00	-10'000.00	-10'000.00	-10'000.00	-10'000.00
Convention de formation	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	-1'200.00	-1'500.00	-1'200.00	-1'500.00	-1'500.00
Hosting / Homepage / Communication	-8'895.80	-6'000.00	-8'074.30	-8'000.00	-8'000.00
Contribution de soutien, projets	-13'000.00	-8'000.00	-5'000.00	-8'000.00	-15'000.00
Provisions Projets	0.00	0.00	-10'000.00	0.00	0.00
Frais de tenue de compte / Impôt anticipé	-44.65	-100.00	-16.65	-100.00	-100.00
Divers	0.00	-3'000.00	-3'582.30	-3'000.00	-3'000.00
<b>Total Dépenses</b>	<b>-227'811.25</b>	<b>-218'600.00</b>	<b>-235'475.70</b>	<b>-225'600.00</b>	<b>-237'600.00</b>
<b>Bénéfice de l'exercice / Perte de l'exercice</b>	<b>8'743.10</b>	<b>10'500.00</b>	<b>6'377.50</b>	<b>11'400.00</b>	<b>7'400.00</b>

# Erfolgsrechnung / Budget

	Rechnung 2016 CHF	Budget 2017 CHF	Rechnung 2017 CHF	Budget 2018 CHF	Budget 2019 CHF
<b>Einnahmen:</b>					
Mitgliederbeiträge	227'531.00	220'100.00	232'853.20	228'000.00	236'000.00
Sockelbeitrag	9'000.00	9'000.00	9'000.00	9'000.00	9'000.00
<b>Total Einnahmen</b>	<b>236'531.00</b>	<b>229'100.00</b>	<b>241'853.20</b>	<b>237'000.00</b>	<b>245'000.00</b>
<b>Ausgaben:</b>					
Administration Sekretariat, Infrastruktur, Buch- haltung, Bürokosten (Telefon, Kopien, Porti, Büromaterial)	-42'543.45	-40'000.00	-38'676.45	-43'000.00	-43'000.00
Mandat Generalsekretärin	-90'000.00	-90'000.00	-90'000.00	-90'000.00	-90'000.00
Lohnnebenkosten / Personalbeschaffung	-23'061.60	-18'000.00	-17'299.00	-20'000.00	-20'000.00
Spesen	-4'800.00	-5'000.00	-4'800.00	-5'000.00	-5'000.00
Präsident / Vorstand / Kommissionen	-27'758.60	-25'000.00	-29'965.10	-25'000.00	-30'000.00
Generalversammlung und Jahresbericht	-5'507.15	-6'000.00	-8'314.30	-6'000.00	-6'000.00
Informationsveranstaltung	0.00	-5'000.00	-7'547.60	-5'000.00	-5'000.00
Ausbildung Gemeindelehrlinge	-10'000.00	-10'000.00	-10'000.00	-10'000.00	-10'000.00
Ausbildungsvereinbarung	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	-1'200.00	-1'500.00	-1'200.00	-1'500.00	-1'500.00
Hosting / Homepage / Kommunikation	-8'895.80	-6'000.00	-8'074.30	-8'000.00	-8'000.00
Unterstützungsbeiträge Projekte	-13'000.00	-8'000.00	-5'000.00	-8'000.00	-15'000.00
Rückstellung Projekte	0.00	0.00	-10'000.00	0.00	0.00
Bankspesen / Verrechnungssteuer	-44.65	-100.00	-16.65	-100.00	-100.00
Diverses	0.00	-3'000.00	-3'582.30	-3'000.00	-3'000.00
<b>Total Ausgaben</b>	<b>-227'811.25</b>	<b>-218'600.00</b>	<b>-235'475.70</b>	<b>-225'600.00</b>	<b>-237'600.00</b>
<b>Betriebsgewinn / Betriebsverlust</b>	<b>8'743.10</b>	<b>10'500.00</b>	<b>6'377.50</b>	<b>11'400.00</b>	<b>7'400.00</b>

# Bilan

ACTIF		31.12.2017		31.12.2016
Compte auprès de la BCV	CHF	213'144.60	CHF	178'027.00
Actifs transitoires	CHF	1'667.75	CHF	1'327.45
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>214'812.35</b>	<b>CHF</b>	<b>179'354.45</b>

PASSIF		31.12.2017		31.12.2016
Créanciers	CHF	30'600.15	CHF	8'959.75
Passifs transitoires	CHF	0.00	CHF	2'560.00
Provisions Projets	CHF	10'000.00		0.00
Fortune	CHF	167'834.70	CHF	159'091.60
Bénéfice/Perte	CHF	6'377.50	CHF	8'743.10
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>214'812.35</b>	<b>CHF</b>	<b>179'354.45</b>

# Bilanz

AKTIVEN		31.12.2017		31.12.2016
Bankkonto WKB	CHF	213'144.60	CHF	178'027.00
Transistorische Aktiven	CHF	1'667.75	CHF	1'327.45
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>214'812.35</b>	<b>CHF</b>	<b>179'354.45</b>

PASSIVEN		31.12.2017		31.12.2016
Kreditoren	CHF	30'600.15	CHF	8'959.75
Transistorische Aktiven	CHF	0.00	CHF	2'560.00
Rückstellung Projekte	CHF	10'000.00		0.00
Vermögen	CHF	167'834.70	CHF	159'091.60
Gewinn / Verlust	CHF	6'377.50	CHF	8'743.10
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>214'812.35</b>	<b>CHF</b>	<b>179'354.45</b>

# Rapport des vérificateurs

## Revisorenbericht



**FCV-VWG**

Fédération des Communes Valaisannes  
Verband Walliser Gemeinden

### Rapport des vérificateurs de comptes 2017 à l'assemblée générale de la FCV

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

En notre qualité de vérificateurs des comptes de la FCV, nous avons vérifié, conformément aux dispositions légales, la comptabilité et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte d'exploitation présentés par le Comité pour l'exercice arrêté au 31.12.2017.

Notre révision a été effectuée selon les normes reconnues.

Sur la base de notre vérification, nous constatons que la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Les vérificateurs de comptes:

René Abgottspon

Jean-Michel Gaillard

Baltschieder/Riddes, le 13.3.2018

Fédération des Communes Valaisannes  
Verband Walliser Gemeinden  
Viktoriastrasse 15  
Postfach 685  
3900 Brig

☎ 027 924 66 00  
✉ info@fcv-vwg.ch  
🌐 www.fcv-vwg.ch

## Comité / Vorstand



**Stéphane COPPEY**  
Président FCV / Präsident VWG  
Président de la commune  
de Monthey /  
Präsident der Gemeinde Monthey



**Niklaus FURGER**  
Vice-Président FCV / Vize-Präsident VWG  
Président de la commune de Viège /  
Präsident der Gemeinde Visp



**Gilbert LORETAN**  
Membre du comité FCV  
Vorstandsmitglied VWG  
Président de la commune  
de Varen /  
Präsident der Gemeinde Varen



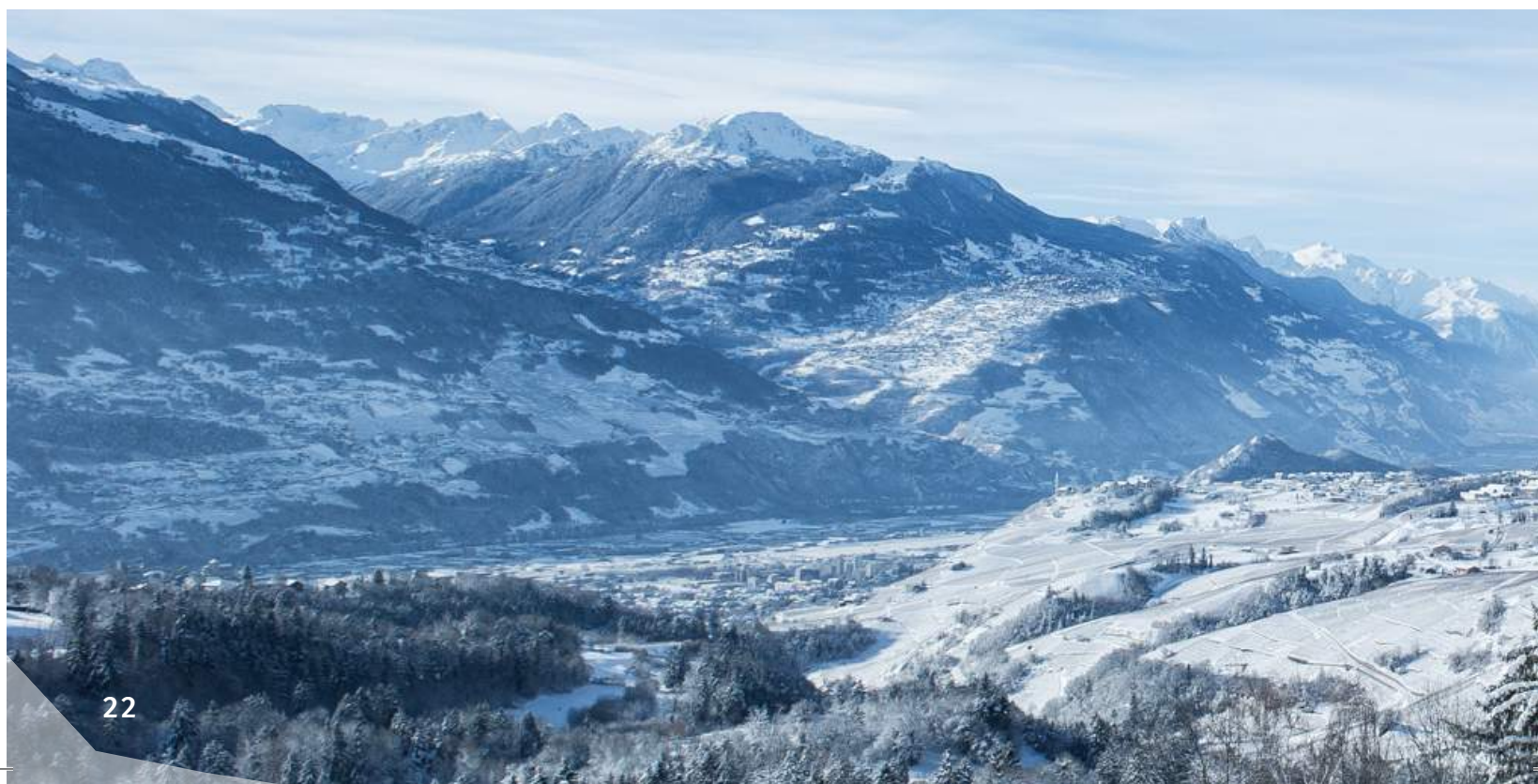
**Daniel FOURNIER**  
Membre du comité, Cassier FCV  
Vorstandsmitglied, Kassier VWG  
Président de la commune de Dorénaz /  
Präsident der Gemeinde Dorénaz



**Stève LATTION**  
Membre du comité FCV  
Vorstandsmitglied VWG  
Président de la commune  
de Liddes /  
Präsident der Gemeinde Liddes



**Christine CLAUSEN**  
Membre du comité FCV  
Vorstandsmitglied VWG  
Présidente de la commune de Ernen /  
Präsidentin der Gemeinde Ernen





**Virginie GASPOZ**  
Membre du comité FCV  
Vorstandsmitglied VWG  
Présidente de la commune  
d'Evolène /  
Präsidentin der Gemeinde  
Evolène



**David MELLY**  
Vice-Président FCV / Vize-Präsident VWG  
Président de la commune d'Anniviers /  
Präsident der Gemeinde Anniviers



**Christophe GERMANIER**  
Membre du comité FCV  
Vorstandsmitglied VWG  
Président de la commune  
de Conthey /  
Präsident der Gemeinde  
Conthey



**Eliane RUFFINER-GUNTERN**  
Secrétaire générale FCV  
Generalsekretärin VWG



**Fédération des Communes Valaisannes**

Secrétariat général  
Case postale 685  
3900 Brigue

**Verband Walliser Gemeinden**

Generalsekretariat  
Postfach 685  
3900 Brig

☎ 027 924 66 00  
✉ [info@fcv-vwg.ch](mailto:info@fcv-vwg.ch)  
🏠 [www.fcv-vwg.ch](http://www.fcv-vwg.ch)

